26 janvier 2015 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-colombiennes, la Grèce dans la Zone euro et sur la coopération avec les pays d'Amérique latine en matière de lutte contre le terrorisme, à Paris le 26 janvier 2015.

Mesdames, Messieurs,
J'ai reçu le Président de la République de Colombie. C'est la deuxième fois en quelques mois et cela souligne la qualité de la relation entre nos deux pays. Aujourd'hui, c'est une visite officielle. Nous avons pu aborder de nombreux et importants sujets, qui justifient que la France et la Colombie renforcent encore leurs relations.
Il y a d'abord, sur le plan politique, l'appui que nous donnons depuis le premier jour mais il s'est renforcé encore ces derniers mois au processus engagé par le Président SANTOS pour aboutir à un accord de paix. Même s'il y a eu, ces dernières semaines, encore des incidents, le Président SANTOS a la volonté d'aboutir. Nous devons donner non seulement notre appui politique à ce processus mais également des assurances, des garanties, que l'Europe et la France seront au rendez-vous de la paix en Colombie. Nous dégagerons des moyens financiers et techniques pour assurer notamment le développement des zones où la guérilla s'était installée. J'ai confirmé au Président SANTOS qu'avec l'Agence française de développement, nous dégagerions des moyens supplémentaires. J'ai également assuré au Président SANTOS l'appui de la France dans les discussions qui vont s'engager pour renforcer la coopération entre l'Europe et la Colombie.
Avec la Colombie, nous avons des relations économiques très importantes. La Colombie a une économie très dynamique et nous souhaitons lui donner encore davantage d'ampleur.
C'est la raison pour laquelle nous avons créé un Comité stratégique franco-colombien. Ce comité réunira seize personnalités, huit françaises et huit colombiennes, avec deux co-présidents, Antoine FREROT et Nicanor RESTREPO.
Nous avons chargé ce comité de nous faire de nouvelles propositions en juin pour développer nos échanges. Nous attendons notamment des orientations pour les infrastructures de transport, pour l'eau, pour l'énergie. Nous avons dégagé d'autres domaines comme l'enseignement agricole et le développement de l'agriculture, notamment dans la perspective de l'accord de paix.
Nous avons aussi voulu qu'il y ait une coopération de haut niveau sur le plan technologique, notamment pour développer des relations entre les différents pôles d'excellence de nos deux pays. Nous avons également fait le choix de mettre l'accent sur l'énergie, avec des coopérations entre nos entreprises, mais également sur les routes, les infrastructures, bref, tout ce qui peut conforter nos deux économies.
Nous avons également décidé une coopération universitaire et scientifique de plus grande ampleur. Il y a déjà 3.500 étudiants colombiens accueillis en France £ c'est le deuxième contingent d'étudiants latino-américains. Nous voulons encore améliorer leur accueil et le nombre de ces étudiants devra augmenter.
Nous avons également le souci, je l'ai dit, de développer l'enseignement technique et professionnel et d'avoir, sur le plan culturel, une coopération de haut niveau. Cela sera l'objet des

deux saisons culturelles croisées organisées en 2017.
Sur la question de la défense, nous avons évoqué ce que nous pouvons faire ensemble. La Colombie a des besoins et une armée de très haut niveau. Nous avons, là aussi, la volonté de travailler ensemble sur les missions de maintien de la paix décidées par les Nations Unies.
Je veux terminer sur le processus de paix engagé, avec courage, par le Président SANTOS. Il avance. Des discussions sont maintenant en cours à La Havane. Jamais la paix n'a été aussi proche. Je l'ai dit, nous aurons à soutenir la Colombie dans ce qu'on appelle « le post-conflit ». C'est dans ce sens que nous voulons agir, notamment sur le plan d'une coopération en matière de gendarmerie pour aider à la mise en place d'une police rurale et sur le plan de la justice pour permettre justement la transition.
Enfin, nous avons abordé la question de la Conférence sur le climat. La Colombie a déjà développé des actions exemplaires et annoncé une contribution financière au Fonds vert. Elle s'est engagée pleinement dans la préparation de cette conférence £ elle le fait avec ses voisins d'Amérique latine, de manière cohérente, de manière ambitieuse. Nous avons tous les deux décidé de faire en sorte que nous puissions annoncer nos engagements - engagements colombiens, engagements latino-américains plus largement et engagements européens - avant le début de cet été.
Une nouvelle fois, je dis au Président SANTOS toute notre reconnaissance car la Colombie a été solidaire lors des attentats dont nous avons été la cible. Je veux, une fois encore, souligner la qualité et le sens de l'amitié entre nos deux pays. Merci.
QUESTION : Lorsque vous parlez des aides post-conflit, pouvez-vous nous dire quel genre d'aide concrètement vous allez apporter ? Vous avez parlé de ce fonds pour cette période post-conflit. Quel serait le montant possible ? Comment cette aide va être apportée concrètement ?
LE PRESIDENT : Un fonds européen doit être constitué pour le soutien à la Colombie dans la phase post-conflit. Ce fonds, la France fait en sorte qu'il puisse être le plus richement doté. Mais il ne suffit pas de collecter des fonds, il faut convenir de leur utilisation. L'Europe doit s'engager sur un certain nombre d'actions : le développement rural, les infrastructures, la question de « la justice transitionnelle », comme on dit dans le jargon de la négociation.
Et puis, à côté de ce fonds européen, il peut y avoir des actions nationales. La France notamment je l'ai ici confirmé va demander à l'Agence française de développement, qui est notre instrument financier, d'augmenter encore son volume de prêts. Il représente déjà 500 millions de dollars pour 2015 et 2016. Nous voulons amplifier encore notre participation à la phase post-conflit à travers ces prêts.
Parmi les formes que nous voulons donner à notre coopération et à notre soutien, il y a notamment le développement d'écoles de formation et d'écoles agricoles, qui permettront à beaucoup de jeunes ou de paysans de trouver une qualification et donc un emploi. Nous faisons en sorte d'aider à valoriser le patrimoine et le territoire dans les zones pacifiées.
QUESTION : Le nouveau Premier ministre grec que vous avez eu aujourd'hui même au téléphone réclame une restructuration de la dette de son pays. L'Allemagne y est opposée. Quelle est votre position personnelle ? Etes-vous favorable à un nouvel effacement de la dette grecque, à un rééchelonnement ou à une réduction des taux d'intérêt ?
LE PRESIDENT : D'abord, j'ai eu au téléphone Alexis TSIPRAS, le nouveau Premier ministre grec. Je l'ai invité à venir à Paris. La France et la Grèce ont des relations traditionnelles d'amitié et nous voulons les poursuivre avec le nouveau gouvernement. Nous avons deux principes par rapport à ce que vit la Grèce, c'est-à-dire, depuis des années, une austérité particulièrement douloureuse.
Le premier principe est celui de la solidarité : un programme d'aide à la Grèce est en cours au plan européen et il doit se poursuivre. Le second principe est celui de la responsabilité : des engagements ont été pris et doivent être tenus. La France d'ailleurs a participé financièrement aux efforts demandés pour la Grèce. C'est donc en fonction de ces deux principes que nous allons engager des discussions.
Elles doivent s'engager parce qu'elles étaient prévues, j'allais dire quel que soit le vote des Grecs. Aujourd'hui, il y a un nouveau gouvernement, c'est une raison de plus d'engager ces discussions.

Aujourd'hui, il y a un nouveau gouvernement, c'est une raison de plus d'engager ces discussions sur les bases que je viens de définir. C'est l'Europe qui aura à le faire et la France accompagnera ce processus. Elle le fera dans un esprit européen. La Grèce est dans la zone euro £ la Grèce veut rester dans la zone euro £ et la Grèce restera dans la zone euro.
QUESTION : En Colombie, il y a beaucoup d'attentes concernant les annonces faites, le visa Schengen pour que les Colombiens puissent venir en Union européenne. Les attentats contre Charlie Hebdo, est-ce qu'ils vont modifier tout cela ?
LE PRESIDENT : La France est en faveur de la libéralisation des visas entre l'Europe et la Colombie. Elle ne changera pas de position après ce qui s'est produit. Parce que la France veut qu'il y ait davantage de Colombiens qui viennent ici, dans notre pays et en Europe, pour mener leurs études je l'ai évoqué , pour faire des affaires et pour aussi découvrir l'Europe. Il n'est pas question que nous changions de position. Je le réaffirme ici, la France agira au niveau européen pour faciliter ces échanges.
QUESTION : Vous avez parlé du sommet pour le changement climatique ici, à Paris. La Colombie est l'un des principaux exportateurs de carbone, de charbon en Europe. Est-ce qu'il y a des engagements pris par rapport à tout cela ? Est-ce que c'est un sujet dont vous avez parlé entre vous ? Pour changer l'utilisation du charbon, y a-t-il un engagement qui a été mis en place pour pallier le fait que vous allez cesser d'exporter du charbon ?
LE PRESIDENT : J'ai dit, devant le président SANTOS, ce qu'est la démarche de la France pour la préparation de la Conférence sur le climat, puisque nous avons la responsabilité de l'organiser. Nous avons demandé aux pays de s'engager et de faire connaître leurs objectifs et les moyens d'y parvenir, avant l'été, pour que nous puissions avancer sur un accord global et contraignant, pays par pays. La Colombie a fait savoir, par la voix du président SANTOS, qu'elle était dans cette démarche et dans ce processus. Je pense que c'est la bonne méthode.
QUESTION : Le Premier ministre français a annulé une visite en Colombie en décembre. Vous-même, vous deviez aller en Argentine et au Pérou. Ce voyage a été reporté sine die. On a donc du mal à comprendre que l'Amérique latine soit une priorité pour la diplomatie française. Pourquoi ces changements ? Merci.
LE PRESIDENT : Je vous remercie d'avoir posé la question que le président SANTOS voulait m'adresser ! Je ne pouvais pas aller en Amérique latine au mois de mars, il y a un certain nombre d'engagements. En revanche, j'ai une tournée qui est prévue. Comme vous avez beaucoup insisté, Madame, j'irai en Colombie si j'y suis invité. Je ne peux pas forcer la porte ! Mais, effectivement, un déplacement aura lieu en Amérique latine, parce que c'est un continent avec lequel la France veut travailler. J'ai été très sensible à ce qu'a dit le Président SANTOS sur la Francophonie et sur la volonté d'amplifier encore les relations. En plus, sur le plan politique, nous sommes en convergence. La France est attendue, j'espère qu'elle pourra être invitée !
QUESTION : J'aimerais savoir si, au sujet des attentats qui ont eu lieu ici, à Paris, il y aura un accord ? La France a dit qu'on allait partager le registre des passagers en Union européenne. Est-ce que cela va être fait également avec l'Amérique latine ? Est-ce que vous avez parlé de ce sujet-là pendant vos réunions ?
LE PRESIDENT : A la suite de ce qui s'est passé, mais c'était déjà notre intention, en France, avant ces drames, nous avons la volonté d'avoir en Europe un programme d'échanges d'informations sur les déplacements aériens, de manière à contrôler le plus efficacement possible les mouvements de populations, notamment ceux des supposés combattants qui se rendent sur les zones de conflit. Nous voulons d'abord un accord européen. Mais nous sommes, à l'évidence, dans une recherche d'un accord plus complet. Parce qu'on sait que les terroristes peuvent utiliser des itinéraires qui ne sont pas les plus directs et peuvent parfois faire de longs détours. Nous devrons avoir un programme le plus large possible, de manière à ce qu'aucun ne puisse passer, si je puis dire, à travers les mailles du filet.